REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU TRENTE MAI DEUX MIL VINGT QUATRE

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé du trente mai deux mil vingt-quatre, tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal ; **Président**, avec l'assistance de Maître **Ramata RIBA**, **Greffière** a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

Monsieur IBRAHIM SALIFOU CHAIBOU, de nationalité nigérienne, né le 11 février 1979 à Tillabéry demeurant à Niamey, assisté de la SCPA MEYTRIAC, société d'Avocats sise à Niamey ; 246 Rue LZ 211 Nord Lazaret ; BP : 13.039 Niamey au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEMANDEUR D'UNE PART

ET

Monsieur CHEFFOU ISSIAKOU, promoteur des Etablissements CHEFFOU ISSIAKOU, commerçant de nationalité nigérienne né le 1^{er} janvier 1976 à Tahoua

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

I. FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte en date du 03 mai 2024, monsieur IBRAHIM SALIFOU CHAIBOU demeurant à Niamey donnait assignation à Monsieur CHEFFOU ISSIAKOU, opérateur économique demeurant à Niamey à comparaitre devant la juridiction de céans aux fins de :

- Y venir monsieur CHEFFOU ISSIAKOU, promoteur des Etablissements CHEFFOU ISSIAKOU ;
- 1. S'entendre ordonner son déguerpissement ainsi que tous occupants de son chef de l'immeuble sis à Niamey Lotissement zone SOS village ilot 5753, formant les parcelles A, B, C et M objet du TF n° 42.177 appartenant à IBRAHIM SALIFOU CHAIBOU, sous astreintes de 500.000 francs par jour de retard ;
- 2. Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur minute et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours ;
- 3. Condamner CHEFFOU ISSIAKOU aux entiers dépens de la procédure

**ORDONNANCE
DE REFERE N°
071 du 30 /05/2024**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

IBRAHIM SALIFOU CHAIBOU

C/

**CHEFFOU
ISSIAKOU**

Le requérant expose au soutien de ses prétentions que par jugement civil d'adjudication n° 113/19 du 20 février 2019, le Tribunal de grande instance hors classe de Niamey adjugeait à Ecobank Niger SA l'immeuble sis à Niamey lotissement SOS village, ilot 5753, formant les parcelles A, B, C et M du TF n° 42.177 appartenant à son débiteur CHEFFOU ISSIAKOU ;

En conséquence, Ecobank Niger a procédé à la mutation totale du TF n° 42.177 ;

Par cession mobilière notariée en date du 12 avril 2024, Ecobank Niger SA lui céda l'immeuble bâti sis à Niamey, lotissement zone village SOS d'une superficie de 1.602 m² parcelles A, B, C et M du TF n° 42.177 ;

Que par conséquent, le requérant est propriétaire de l'immeuble objet du TF 42.177 ;

Qu'il entend jouir pleinement de ses droits qu'il tire de la propriété à lui concédée par l'acte de cession immobilière notarié ;

Qu'il a fait constater que l'immeuble est toujours occupé par monsieur CHEFFOU ISSIAKOU ;

Que pire, CHEFFOU ISSIAKOU s'est permis d'utiliser à ses fins personnelles, le sable fin déposé par l'exposant dans le but d'entreprendre les travaux de construction sur son immeuble ;

Qu'il signifia au sieur CHEFFOU ISSIAKOU cette occupation sans droit ni titre et le sommait de déguerpir ainsi que tous occupants de son chef de l'immeuble objet du TF n° 42.177 ;

Que malgré tout, le sieur CHEFFOU ISSIAKOU continue obstinément à occuper l'immeuble ;

Qu'il s'agit d'un trouble manifeste tendant à déposséder SALIFOU IBRAHIM CHAIBOU de tous ses droits ;

Le requérant déclare qu'il est résolument déterminé à rentrer dans la jouissance de son immeuble ; qu'il y a urgence et péril nécessitant le déguerpissement du défendeur qui continue d'occuper les lieux sans titre régulier ;

Il estime qu'il y a trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser en ordonnant le déguerpissement du sieur ISSIAKOU CHEFFOU ainsi que tous occupants de son chef sous astreintes de 500.000 FCFA par jour de retard ;

En réplique, le sieur CHEFFOU ISSIAKOU expose que suivant jugement civil n° 113/19 du 20 février, Ecobank Niger SA s'est fait adjuger les immeubles appartenant à Ibrahim Salifou Abdou parmi lesquels un terrain bâti sis à Niamey, lotissement zone SOS village d'une superficie de mil six cent deux mètres carrés parcelles A, B, C et M, ilot 5753, objet du titre foncier 42.177 ;

Suivant acte en date du 12 avril 2024, Ecobank procéda à la vente de cet immeuble à Salifou Ibrahim Chaibou ;

Ce dernier a suivant acte en date du 12 avril 2024 fait commandement à Chaibou

Issiakou de quitter l'immeuble susdit ;

En la forme, Cheffou Issiakou soulève l'incompétence de la juridiction de céans pour connaître de la présente procédure d'expulsion en ce que la contestation ne porte pas sur les actes de commerce tel que le prévoit l'article 17 de la loi sur les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées ;

Il indique que le juge de référé saisi n'est compétent en matière civile que lorsque la contestation est accessoire à l'ensemble du litige commercial ;

Il fait observer qu'il n'y a aucun lien de droit entre le demandeur et lui, à fortiori une contestation dans le cadre de leurs activités commerciales, qui puisse rendre compétente la juridiction de céans pour ordonner l'expulsion demandée ;

II- DISCUSSION

Monsieur cheffou Issiakou sollicite de la juridiction de céans de constater qu'il n'y a aucun lien de droit entre le défendeur et lui, a fortiori une contestation dans le cadre de leurs activités commerciales qui puisse rendre compétente la juridiction de céans pour ordonner l'expulsion sollicitée ;

Aux termes de l'article 17 de la loi n° 2019-01 du 30 avril 2019 fixant la composition, l'organisation, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en république du Niger : « les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître :

1°) des contestations relatives aux engagements et transactions entre commerçants au sens de l'Acte uniforme de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires relatif au droit commercial général ;

2°) des contestations relatives aux contrats entre commerçants pour le besoin de leur commerce ;

3°) des contestations entre toutes personnes, relatives aux actes et effets de commerce au sens de l'acte uniforme relatif au droit commercial général de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires ;

4°) des procédures collectives d'apurement du passif ;

5°) des contestations entre associés pour raison d'une société commerciale ou d'un groupement d'intérêt économique à caractère commercial ;

6°) plus généralement, des contestations relatives aux actes de commerce accomplis par les commerçants à l'occasion de leur commerce et de l'ensemble de leurs contestations commerciales comportant même un objet civil, lorsque dans ce dernier cas, le commerçant est demandeur ;

7°) des contestations et oppositions relatives aux décisions prises par les juridictions de commerce ;

8°) des contestations relatives aux règles de concurrence ;

9°) des contestations relatives au droit des suretés et au droit bancaire. » ;

Il résulte de ces dispositions que le tribunal de commerce est compétent pour trancher des contestations portant sur des actes de commerce, il n'est compétent en matière civile que lorsque le litige commercial comporte accessoirement un objet civil ;

Il s'en déduit que le tribunal de commerce ne peut connaître des contestations nées d'un litige en matière civile ;

En l'espèce, il s'agit d'un litige purement civil né d'une action en déguerpissement consécutive à une vente civile immobilière devant le juge civil du tribunal de grande instance hors classe de Niamey, celle-ci n'étant pas un acte de commerce, ni une transaction entre commerçants, il s'agit d'une matière régit par le code civil qui échappe à la compétence du juge commercial ;

Il s'ensuit qu'il n'y a aucune contestation entre les parties dans le cadre de leurs activités commerciales, de sorte que la juridiction de céans puisse se rendre compétente pour ordonner la mesure d'expulsion sollicitée ;

Il y a lieu dès lors d'en faire le constat en se déclarant incompétent pour connaître du présent litige et de renvoyer Ibrahim Salifou Chaibou à mieux se pourvoir devant le président du tribunal de grande instance hors classe de Niamey statuant en matière de référé ;

PAR CES MOTIFS

Le juge de référé

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

- Se déclare incompétent pour connaître du présent litige ;
- Renvoie Ibrahim Salifou Chaibou à mieux se pourvoir devant le président du tribunal de grande instance hors classe de Niamey statuant en matière de référé ;
- Condamne Ibrahim Salifou Chaibou aux dépens

Notifie aux parties qu'elles disposent de huit (08) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER